

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

27 OCTOBRE  
AU 2 NOVEMBRE 1994

N° 972

10,00 F

SANG CONTAMINÉ, FINANCEMENT DES PARTIS,  
MINISTRE EN PRISON, MISES EN EXAMEN, POTS-DE-VIN...

## La République bourgeoise malade de ses politiciens

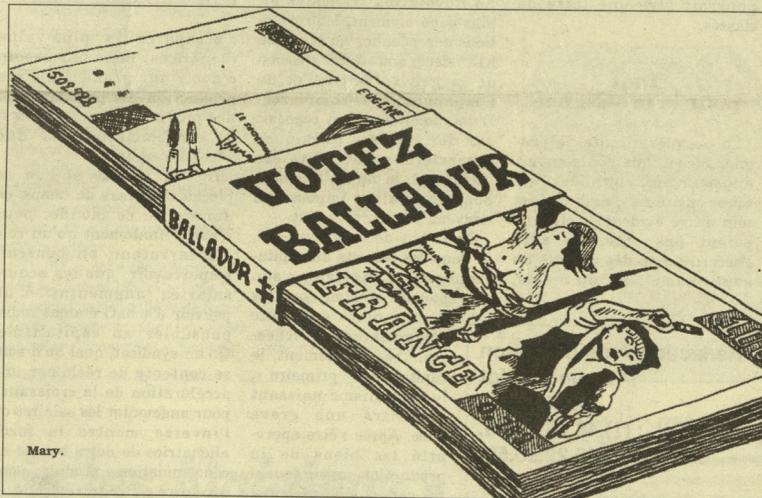
IL PARAÎT qu'une sorte de folie politique s'est emparée de l'Hexagone depuis la semaine dernière. Ce n'est pas nous qui le disons mais des membres éminents du gouvernement actuel. Chacun voit le soleil à sa porte... quand c'est Edouard qui pleure ou quand c'est Michel qui rit.

L'affaire du sang contaminé, les « premières » fausses factures, tout cela avait montré au bon peuple de France que les socialistes au pouvoir ne faisaient pas mieux que les autres. Il n'y avait pas besoin d'être anarchiste pour voir qu'une fois de plus il était démontré que le pouvoir était maudit...

Tout ça faisait tout de même la part belle à la droite qui se drapait de parures virginales. Las, depuis cette funeste mi-octobre, les gazettes n'en finissent plus d'enquêter sur ce qu'elles appellent un suicide collectif de la droite. On enquête sur les jeunes juges en bois brut qui déboulonnent les ministres ; on rappelle que le « tous pourris » est le « populisme des médiocres ».

Bref, l'immunité dont bénéficiaient objectivement nombre d'hommes politiques n'est plus dans le goût du jour, et l'on découvre que le roi est tout nu. Même que, dans le bâtiment, de hauts responsables ont décidé de ne plus financer « les » partis politiques ! Tout cela n'ayant pas empêché un vendredi 21 octobre très sombre à la Bourse de Paris où l'indice CAC 40 a frôlé son plus mauvais chiffre de l'année.

Les antiparlementaristes convaincus que sont les anarchistes contempnent certes le monde politique actuel d'un air désabusé, mais il convient de rester vigilant. La sorte d'opération « mains propres » qui se déroule actuellement — cette mêlée ouverte — peut profiter à une vague d'extrême



Mary.

droite qui renouvellerait les récents événements transalpins. Delors aurait bien tort s'il croyait que son rôle actuel de carpe pouvait lui permettre de tirer les marrons du feu...

Les anarchistes ne ménagent pas leurs critiques à ceux qui prétendent se réclamer du socialisme en gérant le capitalisme, mais leur antiparlementarisme ne saurait se confondre

avec celui de ceux qui vitupèrent la « gueuse ».

A bon entendeur, salut ! ♦

ALEXIS PIERRE

### PARIS : SUR LE FRONT DES EXPULSIONS

## 9, rue Saint-Sauveur : un genou à terre pour les spéculateurs

« L'affaire est radiée », c'est par ces mots que le juge des référés s'est adressé à la quarantaine de personnes venues au Palais de justice de Paris, le jeudi 20 octobre, pour connaître le sort fixé aux habitants du squatt du 9, rue Saint-Sauveur (2<sup>e</sup> arr.). Le temps de réaliser ce que cela voulait dire, et ce fut un grand poids sur l'estomac qui disparut. La société Néréide, par le biais de son avocate, venait de

perdre une première manche dans la partie engagée contre les occupants sans droit ni titre assignés en justice. Alors qu'habituellement sont assignées à comparaître des personnes clairement identifiées, nommées, ici, était convoqué au tribunal « un groupement de personnes »... autant dire personne ! Il n'a donc fallu que trois minutes pour que le magistrat en charge du dossier le rejette, sans même s'être

attaché à questionner le président de la Coordination des sans-abri, venu lui présenter la convocation (à défaut d'avoir pu trouver un avocat dans les temps).

La procédure est à refaire. En clair, cela veut dire que la société Néréide ne pourra demander convocation des habitants du 9, rue Saint-Sauveur devant le tribunal que le jour où un huissier sera passé

(suite p. 3)

POUR DE SOMBRES  
QUESTIONS  
DE DIPLOMATIE

## Taslima Nasreen : la vraie-fausse bataille de Pasqua

Pour des « raisons de sécurité », le gouvernement français a d'abord proposé à Taslima Nasreen un passage express, en catimini. Ce comportement lâche, hypocrite, ne peut être racheté par de multiples excuses. Figure emblématique de la lutte pour l'émancipation des femmes, l'écrivain bangladaise condamnée à mort par plusieurs fatwas, mise à prix pour 8 000 francs, n'aurait pu séjourner en France que 24 heures. Persécutée pour avoir soutenu Salman Rushdie et déclaré son hostilité au port du voile, elle a quitté clandestinement les siens après deux mois de traque. Elle a trouvé refuge en Suède où on l'a accueillie sans hésitation et sans limitation dans le temps. Dans ce petit pays, elle bénéficie d'une protection rapprochée. L'exil, les menaces n'atteignent pas son courage et sa détermination. Elle affirme inlassablement : « Je ne peux me taire sur ce qui se passe chez moi, uniquement pour sauver ma vie ». Avant son départ du Bangladesh, comme depuis, elle n'a pas cessé de s'insurger contre l'oppression des femmes en dénonçant l'argumentation religieuse qui la justifie. En Europe, elle prend la parole, explique, fait prendre conscience. Sa révolte est contagieuse. Avec une telle force de caractère, elle ne pouvait que refuser l'offre mesquine, véritable affront, de « Monsieur Sécurité ».

La France des contrôles d'identité, des vidéos-surveillance, des fouilles... celle-là même qui se targue de tout mettre en œuvre pour abattre sur son sol le fondamentalisme musulman ne pourrait assurer la sécurité de Taslima Nasreen, symbole même de ce combat ? Drôle d'ambivalence.

La « terre d'accueil » se défie aussi envers les universitaires et les intellectuels algériens qui risquent d'être assassinés chez eux. Pour une bouffée d'air, ils traversent le long périple d'une lourde procédure d'octroi de visas. La répression des intégristes ne se conjugue pas avec le soutien de ceux qui, au péril de leur vie, les affrontent. Dans ce domaine, l'Etat français est bien frieux. Pourtant, il a prouvé à maintes reprises sa volonté et sa capacité à protéger des individus

(suite p. 5)

T 2137 - 972 - 10.00 F



FOP 2520

LES SYNDICATS ET LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

## Au-delà des revendications de pouvoir d'achat...

...ou « Un monde où la garantie  
de ne pas mourir de faim s'échange  
contre la certitude de mourir d'ennui. »

DANS LES PAYS occidentaux, le rôle des syndicats et de l'ensemble des organisations ouvrière a été d'une importance considérable depuis le lendemain de la Révolution française. Même si les améliorations — obtenues suite à de nombreuses luttes acharnées qui ont coûté nombre d'efforts, de vies... — sont loin d'être satisfaisantes ou suffisantes, le pouvoir d'achat et les conditions de travail de la très grande majorité de la population occidentale sont meilleurs qu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Et même si ces luttes dans ces domaines doivent continuer, fort est de constater qu'elles ont leurs limites. Et trop souvent, à ce titre, le spectacle que peut nous donner les grandes centrales syndicales est bien

triste. Par exemple, le discours économique de Force ouvrière, qui dit : « *Augmentons les revenus, pour plus consommer, pour plus produire, pour du coup embaucher* », est non seulement erroné mais montre de manière éclatante une vision étroite de ce que pourrait être une lutte de classes.

### Tout pour la croissance

La première limite, le premier bémol, que l'on pourrait apporter aux « grandes victoires ouvrières », c'est qu'il est loin d'être évident qu'elles ne soient pas obtenues avec l'accord tacite des tenants du capitalisme ; ou, du moins,

qu'indirectement ces « grandes victoires » leur auront été tout aussi favorables.

Dans toutes les sociétés, on a constaté l'existence d'éléments de domination. Les sociétés primitives sans Etat étaient loin d'échapper à toute forme de pouvoir (religieux, moral...). La Révolution française et, plus généralement, les révolutions européennes au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ont été l'expression de la généralisation et de l'expansion du commerce. D'une dominance qui reposait sur des critères physiques (guerriers) ou héréditaires (noblesse), la nouvelle classe bourgeoise allait imposer un nouveau pouvoir : l'argent.

Or, le but de la bourgeoisie, et donc des tenants du capitalisme, est d'augmenter son pouvoir (comme tous les dominants) et donc d'augmenter ses richesses. Très rapidement, le capitalisme « primaire », le capitalisme naissant connaîtra une grave crise. Après s'être approprié les biens de la production, avoir fourni ses cadres et ingénieurs, sans oublier son armée, la production arrivait à une impasse : pour qui produire ? A titre d'exemple, la production à la chaîne de voitures ne s'avère guère utile si les ouvriers ou si la majorité de la population ne peut pas s'en acheter. Car les capitalistes ont non seulement besoin de

s'accaparer la plus-value (bénéfices) mais ont besoin d'avoir une grande et large production. La participation des producteurs eux-mêmes à la consommation est une nécessité vitale.

Il s'avère que si l'on se plaçait en dehors du temps, en dehors de ce monde, pour n'avoir finalement qu'un rôle d'observateur, on pourrait s'apercevoir que les acquis salariés (augmentation du pouvoir d'achat) étaient indispensables au capitalisme. Qu'un syndicat, quel qu'il soit, se contente de réclamer une accélération de la croissance pour augmenter les salaires ou l'inverse montre la force aliénatrice de notre société de consommation : produire pour produire ! Produire, vendre, consommer... voilà le trio infernal ! Pour ne pas rentrer dans ce piège, des revendications pour une égalisation des salaires seraient plus intéressantes. Quand on voit le nombre de syndicats qui réclament une augmentation de x%, ce qui favorise les plus riches, on est loin d'une lutte de classes.

populaire serait-elle suffisante ? Les marxistes, qui ont dominé une grande partie du mouvement ouvrier lors de ce XX<sup>e</sup> siècle, ont toujours considéré que le pouvoir de décision n'était pas essentiel ou si peu, et la lutte contre ce dernier a toujours été relayée à un front secondaire. Le pouvoir de décision dans les entreprises, dans les usines, tout comme dans les autres institutions n'a que rarement été remis en cause et, à ce niveau, aucune amélioration n'a été notée. Si le capitalisme s'est complexifié (le capital n'est plus forcément détenu par un patron mais par des actionnaires), les salariés sont toujours autant exclus des décisions. Et c'est pourtant là le vrai enjeu, car en dehors des questions d'égalité que l'on défend, ce serait aussi l'occasion de se poser la question qui casserait le cycle infernal « Produire, vendre, consommer » : pourquoi travailler ? Pourquoi ne pas travailler moins, et donc avoir moins d'objets de consommation, mais, du coup, avoir plus de temps libre. Ne plus travailler que selon ses besoins. Besoins qui ne seront pas définis par la publicité (qui recherche en permanence le profit), mais qu'on tentera en toute indépendance de les définir soi-même. Car, même nos besoins, nos désirs, sont manipulés ! « *Le bien-être est une notion socio-culturelle qui évolue au cours du temps, et qu'en tant qu'être humain nous avons perdu le contrôle* » (Laborit). ♦

La Confédération générale du travail  
d'Espagne (CGT)  
la Confédération italienne de base —  
Unicobas d'Italie  
l'Organisation centrale des travailleurs  
de Suède (SAC)  
le Syndicat des correcteurs CGT  
l'Union régionale CNT  
du Nord/Pas-de-Calais  
vous prie cordialement d'assister  
à la réunion-débat qu'ils organisent  
le SAMEDI 5 NOVEMBRE 1994  
à 13 h 30 précises  
à la BOURSE DU TRAVAIL  
de PARIS  
67, rue de Turbigo (M<sup>o</sup> Arts-et-Métiers)  
3<sup>e</sup> arrondissement

« Pour une coordination  
européenne des luttes  
contre l'exclusion sociale »

Avec la participation d'un représentant de chacun  
des syndicats organisateurs et d'un militant d'AC !  
(Agir ensemble contre le chômage !) de la région Nord.

le monde  
**libertaire**

Rédaction-Administration  
145, rue Amélot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

### Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amélot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

### Autogérons notre vie

Une des raisons de l'échec relatif, mais réel, du mouvement ouvrier est d'avoir concentré ses revendications sur le pouvoir d'achat. Le deuxième tort — que l'on peut attribuer aux marxistes — est d'avoir toujours montré le capital, le cumul des richesses, comme unique source de pouvoir. Une société à capital

RÉGIS BALRY  
(gr. FA du Mans)

## 9, rue Saint-Sauveur : un genou à terre pour les spéculateurs

(suite de la « une »)

relever, en bonne et due forme, l'identité de celles et ceux qui y demeurent (1). Libre à lui de s'entourer d'un commissaire de police pour procéder à cette vérification (c'est généralement ainsi que l'on fait). Ensuite, lorsque le nombre et l'identité des occupants sont exactement établis, des convocations dûment rédigées à leur nom sont expédiées à chacun. Et ce n'est alors que là que la chambre des référés peut examiner le dossier.

Si l'assignation délivrée par le cabinet Lebas, une semaine avant convocation au Palais, avait eu de quoi surprendre les habitants du 9, rue Saint-Sauveur, encore ignorants, il y a peu, de l'identité réelle de « leur » propriétaire, cette nouvelle situation leur donne l'occasion de s'en retourner et d'envisager une stratégie de défense, pouvant permettre d'envisager les mois à venir avec une certaine sérénité. Et la sérénité est primordiale, car à l'annonce de la date du 20 octobre, que d'aucuns, craignant l'expulsion, considéraient comme fatidique, certaines des familles avaient commencé à quitter le squat pour se réfugier dans un nouveau ouvert le lundi précédent, rue Myrrha (18<sup>e</sup>). Un squat qui, malgré la visite de la police et la convocation de son initiateur au commissariat, a pu perdurer depuis... sous les auspices des autorités. Un squat de familles d'où la coordination serait étrangement selon les vœux de celui-là même qui la ouvre.

La Coordination des Sans-abri reste donc fermement ancrée au 9, rue Saint-Sauveur. Des projets d'en faire, suivant le temps imparti, un lieu de vie réellement alternatif est envisagé. Journal de la coordination, crèche, salle de spectacles, permanences juridiques, restaurant populaire à prix modique... ont été évoqués tour à tour. La « victoire »

du 20 octobre a donné du baume au cœur, et ceci d'autant que les départs ont contribué à désengorger le squat. Restait, avant toute initiative, à établir exactement qui était parti sur le 18<sup>e</sup> arrondissement et qui restait sur le 2<sup>e</sup>, afin de ne pas voir s'établir des « résidences secondaires », à l'heure où les listes d'attente pour obtenir un toit en squat se gonflent de locataires pris à la gorge par leur propriétaire ou de sans-logis.

### Les maîtres de la Néréide

Pour en revenir à la société Néréide, domiciliée au 26, rue Laffite (9<sup>e</sup> arr., et non le 8<sup>e</sup>, comme écrit dans le ML n° 971), on commence à en savoir plus. Cette société a été enregistrée au tribunal de commerce le 7 décembre 1992. C'est une société anonyme au capital de 250 000 F, qui est détenue (entre autres filiales) à hauteur de 99,80% par la Banque pour l'Industrie française (BIF), domiciliée elle aussi au 26, rue Laffite. La Néréide a pour président directeur général M. Jean-Michel David, qui est flanqué d'une série de quatre administrateurs (dont un spécifiquement désigné « administrateur Banque pour l'Industrie française... représentée par Simonet Henri ») et de deux commissaires aux comptes (dont un adjoint). L'activité déclarée est : « En tous pays, l'activité de rapprochement d'entreprises ; réaliser toutes opérations de fusions-acquisitions ; rechercher et obtenir tous mandats de rachat / cession d'entreprises et l'activité annexe de marchands de biens ». On a là une activité spéculative caractérisée.

La BIF, quant à elle, a été enregistrée le 18 mars 1957. C'est une S.A. au capital de 350 millions de francs. Un établissement pratiquant « toutes opérations financières ». Son prési-

dent du conseil d'administration est M. François Heilbronner. Son vice-président, administrateur et directeur général est M. Guy de Chavanne. Parmi toute une flopée d'administrateurs, on trouve ceux des Assurances nationales. Rien d'étonnant, quand on sait que les plaquettes « publicitaires », à diffusion restreinte de la BIF, sont marquées du sigle GAN, ce grand groupe évoqué lors de l'assemblée générale du squat du vendredi 14 octobre. Outre le GAN, la BIF compte parmi ses administrateurs la Banque nationale de Paris (représentée par M. Louis Chodron de Courcel) et du Crédit lyonnais (représenté par M. Marc Bezançon).

Autant dire que derrière l'insignifiant 9, rue Saint-Sauveur, ex-hôtel-restaurant franco-italien en perte, racheté, certainement pour une bouchée de pain par la société Néréide, se cachent de gros calibres de la finance. Ceux-là mêmes, qui, suivant l'exemple du Crédit lyonnais, ont eu à se plaindre d'investissements hasardeux dans l'immobilier de bureaux.

La haute finance française va-t-elle faire payer ses investissements douteux aux sans-abri en les jettant à la rue ? Après avoir fait de Paris une ville de bureaux, après l'avoir vidée de ses classes populaires... le capital se voit confronté à l'occupation de ses biens par la Coordination des sans-abri. C'est là un juste retour des choses. L'ironie de l'histoire serait que cela dure et se développe. ♦

CLAUDE NEPPER  
(gr. La Villette - Paris)

(1) Mieux vaut éviter de donner des noms fantaisistes si l'on veut bénéficier de l'aide judiciaire et arriver au tribunal avec un *a priori* favorable de la part de celui qui va statuer...

17 OCTOBRE 1961

## « Ici, on noie les Algériens » (\*)

En 1980, après la lecture de *Libération*, je restai stupéfait. Je venais d'apprendre que le 17 octobre 1961 des milliers d'Algériens avaient manifesté pacifiquement dans Paris. Comment la police a chargé, tabassé, noyé, tiré. Comment elle a interpellé, embarqué, parqué, entassé, contrôlé, déporté. Des centaines de morts et disparus. Du coup, j'en parlai autour de moi : famille, amis... on ne savait pas. Ou bien on confondait : « Oui, bien sûr, c'était Charonne » ! Quelques mois plus tard, un vieux militant

anarchiste me raconta cette nuit où avec d'autres camarades ils repêchèrent dans la Seine des Algériens survivants... Ainsi, le 17 octobre 1961 devenait, à mes yeux, réalité. Réalité parce qu'enfin, un témoin parlait. Abattant ainsi quelques réticences que j'avais, du fait qu'il me paraissait impossible qu'un tel massacre n'ait pas laissé son empreinte dans les mémoires.

Ce 17 octobre 1994, le MRAP appelait à un rassemblement au pont Saint-Michel, à Paris. Contre l'oubli, pour la mémoire, « parce que ce jour-là des centaines d'Algériens furent assassinés ». La mémoire, réduite à la simple et unique expression d'anniversaires et de commémorations, peut être aveuglante et paralysante quant à la compréhension de notre présent et de la possibilité d'agir sur celui-ci. La mémoire, conçue comme une capacité

à comprendre le passé, affectivement, mais aussi intellectuellement, devient alors une précieuse auxiliaire pour, par exemple, dépolluer notre époque de quelques trompeuses apparences de démocratie. Crimes racistes, bavures policières, lois sécuritaires, double peine... c'est bien notre quotidien. 1994 n'est pas 1961, mais de notre connaissance du passé dépend aussi notre capacité à voir clair aujourd'hui. Car l'époque est porteuse des signes annonciateurs de graves dérives racistes, qui pourraient nous faire redouter le pire. Lutter au présent, avec l'aide-mémoire que constitue l'histoire, c'est mettre en comparaison des situations historiques. Guerre d'Algérie en 1961, montée de l'intégrisme aujourd'hui. Roger Freyhier, Charles Pasqua actuellement. Face au racisme, le silence des Français, en 1961, et leur indifférence

### CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg organise une réunion publique le vendredi 4 novembre à 20 h 30. Cette réunion aura pour thème : « L'École libertaire Bonaventure ». Le débat sera animé par Thyde Rosell et José Da Costa. Le lieu sera précisé dans le prochain numéro du ML.

### DIJON

« La démocratie blindée... une arme contre les luttes sociales », tel sera le thème de la conférence-débat organisée par le groupe FA de Dijon, le samedi 5 novembre, à 21 h, en son local du 61, rue Jeannin.

### GRENOBLE

Le groupe Jules-Vallès de la FA vous invite à une conférence-débat au sujet des « lois sécuritaires de Charles Pasqua », le vendredi 4 novembre, à 20 h (accueil dès 19 h 30), au 102, rue d'Alembert. La conférence sera animée par le groupe Jules-Vallès et des militants des groupes Kronstadt et Déjacque de Lyon.

### LYON

Au « Café libertaire » (La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon), à 21 h, débat ayant pour thème : « Racisme et foulard islamique ».

### POITIERS

A l'occasion de la sortie du livre de Gaetano Manfredonia, Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme, le groupe Berkman de Poitiers organise une conférence-débat, avec l'auteur, le mardi 22 novembre, à 20 h 30, salle Timbaud (Maison du Peuple), rue Saint-Paul. Groupe Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.

### ROUEN

Le groupe de Rouen de la FA organise, les samedi 12 et dimanche 13 novembre, « Les 5<sup>e</sup> Journées des éditions libertaires », à la Halle aux Toiles de Rouen, de 14 h à 18 h, avec une exposition sur le Monde libertaire, des tables de presse et une projection vidéo. Dans le cadre de ces journées, deux réunions publiques à la Halle aux Toiles sont prévues : le samedi 12, à 20 h 30, sur le thème : « Non aux sectes ! » et le dimanche 13, en après-midi, avec Xavier Pasquini (de Charlie Hebdo) sur le thème : « Les sectes : un mal profond de la civilisation ».

### TOULON

Les groupes Nada et Région-toulonnaise de la FA et le collectif libertaire « La Commune » organisent le vendredi 28 octobre, à 20 h 30, salle Mozart (boulevard Maréchal-Leclerc), une réunion-débat/spectacle : « Y a-t-il une vie après la prison ? », avec Serge Livrozet et Roland Agré. Table de presse à l'entrée. Participation aux frais : 50 F (chômeurs et étudiants : 30 F).

### TOMBLAINE (54)

Soirée en hommage à Léo Ferré avec TRISTAN LÉA samedi 12 novembre à l'Espace Jean-Jaurès

Organisé par le groupe Jean-Roger-Caussimon de la FA de Nancy c/o CRES BP 16, 54550 Pont-Saint-Vincent

### PRESSE

## « Le Quotidien » a sombré

« Le Quotidien de Paris coule, 154 travailleurs à l'ANPE, le patron Philippe Tesson retrouve du boulot à la télé ». Ça gouaillait ferme en ce lundi de la semaine dernière dans les gares parisiennes où un quatre pages confectionné par les syndiqués et non-syndiqués du Quotidien était distribué.

Ça fait un bail que le Quotidien de Paris ne paraît plus, et cela ressemblait plus à un baroud d'honneur qu'à un réel combat contre Tesson. « 17 ans de mauvaise gestion, 17 ans de fausses promesses... », les doléances ne manquaient pas dans ce numéro spécial, et la route fut longue entre les désaccords survenus entre la rédaction de *Combat* et son directeur Henry Smadja (1974) et la liquidation judiciaire intervenue jeudi 20 octobre.

Philippe Tesson (rédacteur en chef démissionnaire de *Combat*) et la majorité des journalistes issus de ce journal avaient fait caresser l'espoir que le lectorat parisien allait trouver dans le Quotidien « le ton d'une certaine liberté, le refus du dogmatisme et toutes les sensibilités politiques... » Vingt ans après, le quotidien de Tesson pouvait être classé à la droite du Figaro ! On ne pleurera pas sa disparition, et on se bernerait à constater qu'à droite comme à gauche les patrons s'en sortent toujours et que les journalistes de droite sont des licenciés marris ! ♦

SITTING BULL

RADIO LIBERTAIRE (89.4)  
« Raconte pas ta vie » :  
L'avenir  
a-t-il un... anarchisme ?  
samedi 19 novembre  
de 20 h 30 à 22 h

# Une nouvelle guerre du Golfe aura-t-elle lieu ?

(suite du n° 971)

**ALLIANCE IRAKO-AMÉRICAINE ?** — L'initiative consistant à masser des troupes à la frontière koweïtienne est une pure imbécillité, si on se place du point de vue de la population martyrisée, mais pas du point de vue du pouvoir.

Des forces efficaces — la perspective de gains énormes — agissaient en sous-main pour faire lever le blocus. Peu à peu, les Etats-Unis se retrouvaient isolés dans leur obstination. Jamais, depuis des années, les conditions n'avaient été plus favorables. En déployant deux divisions à la frontière avec le Koweït, Saddam Hussein fournit un prétexte en or à l'administration américaine pour réactiver une réaction occidentale hostile, et pour justifier le maintien du blocus. A croire qu'il le fait exprès...

L'idée d'une « alliance » de fait entre le pouvoir en place en Irak et l'administration américaine n'est d'ailleurs pas sans fondement. Les Etats-Unis ont littéralement sauvé Saddam Hussein à deux reprises :

1) Lorsque le président Bush a donné l'ordre à son armée de ne pas avancer vers Bagdad, permettant à plusieurs divisions irakiennes de se retirer sans dommage. Ces divisions ont d'ailleurs été fort utiles à Saddam Hussein pour mater la formidable insurrection populaire qui a secoué le pays du nord au sud en mars 1991.

2) Lorsque les Américains ont permis à l'aviation irakienne de décoller pour mater cette insurrection, qui avait abattu le pouvoir dans 14 provinces sur 18.

En réalité, on peut se demander si l'existence même du régime, aujourd'hui, n'est pas fondée sur le blocus imposé par les seuls Américains (et accessoirement les Britanniques). Saddam Hussein doit parfaitement savoir que son régime, ou même sa propre personne, ne survivra pas à un retour à la normale. La population irakienne est totalement absente du débat international sur l'Irak. Dans une interview que Tarek Aziz a donnée à *Libération* le 22 septembre 1994, il n'est aucune question du martyre de la population irakienne. Les autorités irakiennes ont d'ailleurs toujours, dès le début de la crise, considérablement sous-estimé l'ampleur des souffrances endurées, que ce soit le nombre des victimes des bombardements ou celles consécutives aux pénuries provoquées par le blocus. Il s'agissait de montrer à l'opinion internationale que l'Irak n'était que très peu affecté par les mesures prises contre lui.

**MAINTENIR L'ÉQUILIBRE RÉGIONAL** — L'administration américaine n'a jamais envisagé de se débarrasser de Saddam Hussein. Un Irak affaibli, mais avec Saddam Hussein, lui convient parfaitement pour l'instant.



Yambu (Arabie saoudite) : arrivée des forces françaises, le 1<sup>er</sup> octobre 1990.

Rappels tout de même les paroles de M. Fitzwater, le porte-parole de la Maison-Blanche, peu après la guerre : « Nous avons rempli le mandat des Nations unies. Nous pensons que l'Irak doit conserver son intégrité afin de maintenir l'équilibre régional, et il n'est pas approprié pour les Etats-Unis d'intervenir dans les affaires intérieures irakiennes ». Cette déclaration a été faite après que Bush a ordonné à l'armée de ne pas poursuivre son avance jusqu'à Bagdad. Certains s'en sont étonnés. C'est qu'à partir du 2 mars une formidable insurrection populaire a éclaté, couvrant tout le pays. On a dit que c'était les « Kurdes », au nord, et les « chiites » au sud. En réalité, elle a

## Insurrection populaire en Irak

couvert tout le pays, mais a simplement été plus rapidement matée à Bagdad, plus proche des centres du pouvoir. Au Kurdistan, les populations qui se sont soulevées ont d'abord été réprimées par les guérillas des partis nationalistes kurdes, candidats à la constitution d'un Etat kurde. C'est, en résumé, la classe dominante kurde qui a écrasé le mouvement populaire kurde, avant que l'armée de Saddam Hussein ne prenne le relais. (Ces mêmes partis bourgeois kurdes livraient à Saddam Hussein les déserteurs irakiens qui, pendant la guerre contre l'Iran, se réfugiaient au

Kurdistan.) On a dit également que c'étaient les chiites, au sud. Manipulation, là encore. La catégorisation de l'insurrection comme chiite permettait de masquer sa nature réelle.

Dès le déclenchement de l'insurrection, il y a eu *blackout* total sur l'information. Plus rien n'a filtré pendant deux semaines. Tous les journalistes ont été expulsés le 6 mars. Ni Saddam Hussein ni Bush ne voulaient qu'on sache ce qui s'était passé. L'un comme l'autre voulait bien mettre en scène le spectacle d'une guerre entre Etats, mais il était hors de question de montrer les révoltes populaires que cette guerre avait déclenchées.

C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les paroles de M. Fitzwater, déclarant que les Etats-Unis ne se mêlaient pas des affaires intérieures de l'Irak. L'administration américaine n'a aucun intérêt à ce que le régime irakien change, elle voudrait bien remplacer Saddam Hussein mais, malheureusement pour elle, il n'y a pas de dictateur de rechange. Une démocratie représentative en Irak est la pire des choses car les bases sociales existent dans le pays pour que se forme une bourgeoisie nationale qui, peu ou prou, demanderait à avoir un contrôle sur la production pétrolière.

**LE RETOUR DE L'IRAK : UNE CATASTROPHE** — Aujourd'hui, l'administration américaine refuse catégoriquement de lever l'embargo, et tout est

mis en œuvre pour cela. Le renouvellement du blocus est voté au conseil de sécurité tous les soixante jours. On a remarqué que chaque fois que l'idée de la levée du blocus fait une petite avancée dans l'opinion, un incident est mis en avant et amplifié pour émouvoir l'opinion et la convaincre que le renouvellement est justifié. Cette obstination n'est pas provoquée par le souci de renverser un dictateur — les Etats-Unis se sont parfaitement accordés de bien des dictateurs jusqu'à présent —, mais parce que le retour de l'Irak sur la scène internationale provoquerait une catastrophe en chaîne.

Déjà, en mars 1992, il avait été question de cela : *le Monde* écrivait alors : « La décision de l'Irak de

passant de 24 à 40 milliards de dollars, grâce à la surproduction destinée à compenser l'absence du pétrole irakien.

Le retour du pétrole irakien sur le marché produirait une baisse des prix et serait une catastrophe pour l'Arabie saoudite, pour le Koweït et pour les Etats-Unis, car Riyad ne serait plus capable d'honorer les contrats d'armements qu'elle a signés. D'où la nécessité de maintenir le blocus sur l'Irak. C'est aussi simple que cela...

**CONCLUSION** — En octobre 1991, 68 000 enfants irakiens étaient morts des suites directes du blocus, par sous-alimentation ou manque de soins, et 340 000 autres étaient en danger, selon l'UNICEF (cf. *le Monde*, 26 octobre 1991). Les médicaments, les vaccins manquent aujourd'hui dans un pays qui avait un taux de vaccination supérieur à celui des... Etats-Unis. Les césariennes sont effectuées sans anesthésie. La mortalité infantile a augmenté de 435%. Le blocus provoque 2 000 morts par semaine, dont une majorité d'enfants de moins de 5 ans. Le pourcentage de nouveau-nés pesant moins de 2,5 kg a été multiplié par quatre et, selon l'estimation de médecins occidentaux, l'Irak aura des millions d'enfants déficients mentaux à cause de la pénurie de protéines entre 0 et 5 ans.

Un peuple entier est pris en otage, et crève à petit feu ; une génération entière d'enfants est sacrifiée, car la sous-alimentation chronique, lorsqu'elle ne tue pas, laisse des séquelles irrémédiables. La politique suivie par les puissances occidentales ajoute, à la famine, l'accentuation de l'oppression d'un régime dictatorial qui n'a aucun mal, dans ces conditions, à intensifier la répression. Le régime de Saddam Hussein était une dictature avant l'invasion du Koweït. C'était déjà une dictature à l'époque où les Occidentaux lui livraient des armes et de la technologie militaire. Faut-il affamer un peuple pour le convaincre de changer de dirigeants ? Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que les Occidentaux les ont encouragés à se soulever, pour les abandonner dès que la répression a commencé ? Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que les coalisés ont méthodiquement détruit toutes les usines de transformation agro-alimentaire, les réseaux d'alimentation en eau, les réseaux d'irrigation, les installations électriques, les ponts ? Est-ce pour les convaincre de changer de dirigeants qu'un peuple entier est consciemment soumis à la famine ?

**RENÉ BERTHIER**  
(extrait des Cahiers du groupe Février)

## L'Arabie saoudite s'est endettée

*reprenant les discussions avec les Nations unies sur les ventes de pétrole n'est guère rassurante pour les autres pays de l'OPEP. Certes, il ne s'agirait pas de lever l'embargo [...] mais, plus modestement, d'autoriser Bagdad à exporter du pétrole brut à hauteur de 1,6 milliard de dollars pour satisfaire les besoins les plus pressants de sa population. Il reste que l'engorgement des marchés pétroliers est tel [à cause de la surproduction saoudienne] que la moindre quantité supplémentaire de brut proposée fait craindre un effondrement des prix » (le Monde, 22 mars 1992).* Dans l'éventualité d'un retour, même partiel, du pétrole irakien sur le marché, il était alors proposé... un embargo contre la Libye. L'embargo devenait ainsi un mode normal de régulation du prix du pétrole !

Depuis la guerre, les finances de l'Arabie saoudite ne vont pas très bien. C'est elle qui a payé l'essentiel de la facture : d'août 1990 à août 1991 : 30 milliards de dollars, mais les dépenses totales s'élèvent à 65 milliards, car outre le règlement des dépenses militaires américaines, le royaume a renoncé à des créances sur certains pays qui ont participé à la coalition (pour être plus précis, les Etats-Unis ont fait cadeau à certains pays des dettes qu'ils avaient envers l'Arabie saoudite...) : Egypte, Syrie notamment. Le royaume a même été obligé d'emprunter 3,5 milliards en février 1991 sur le marché international des capitaux. Le gros morceau des dépenses est constitué par l'achat de matériel militaire aux Etats-Unis.

Les recettes de l'Etat, qui étaient de 32 milliards de dollars en 1981, sont descendues à 5,9 milliards en 1992, tandis que la dette extérieure est passée de zéro à 20 milliards. Pourtant, les recettes pétrolières avaient presque doublé depuis 1989,

ALLEMAGNE

# Le procès de six antifascistes berlinois

LE 20 SEPTEMBRE 1994, a débuté l'un des plus grands procès depuis 1945. Six antifascistes (turcs et kurdes) devaient répondre devant la justice allemande de « tentative de meurtre à six reprises », d'actes de violence » et de « préméditation » pour tous ces faits. La volonté de la police allemande de voir ces militants antifascistes immigrés incarcérés à perpétuité est clairement affirmée.

**Les faits** — Le 4 avril 1992, à Berlin, deux dirigeants néo-nazis de la Deutsche Liga/Die Nationalen étaient blessés dans un restaurant ; l'un d'eux devait succomber à ses blessures. La police allemande aussitôt a dirigé ses recherches dans les milieux immigrés antifascistes proches de Antifa Genclik. Six personnes seront arrêtées en novembre 1993 sur la base de témoignages... et de rencontres entre la Deutsche Liga et la police. Fatma, Abidin, Mehmet, Seyho, Erkan et Bazdin sont incarcérés et attendent durant dix mois que la justice allemande les écoute... ou les entende.

Le 19 septembre 1994, une journée d'action internationale de soutien aux antifascistes allemands était organisée dans toute l'Europe et aux États-Unis (1).

**Les premiers jours du procès** — La criminalisation de la pensée et des actions antifascistes n'est pas l'œuvre de Pasqua en Allemagne, mais de son frère jumeau !

Le 20 septembre 1994, s'ouvrait le procès, sous contrôle policier... Toutes les personnes désirant entrer dans le Palais de justice ont dû déposer à l'entrée tous leurs effets personnels : papier, crayons, cigarettes... Les papiers d'identité et les passeports ont été photocopiés... Une preuve de plus pour confirmer le « libre » accès à un procès public ! Du fait de ces fouilles pour le moins exagérées, certaines personnes n'ont pu pénétrer dans la salle que deux heures après le début de l'audience. Suite à de multiples protestations des avocats de la défense et vu la présence importante de journalistes

et d'observateurs internationaux, les magistrats ont allégé les contrôles lors des journées suivantes.

**Éclaircissements et nouvelle donne** — Suite au manque de preuves apportées par la police, les chefs d'accusation d'« homicide volontaire », de « préméditation » et de « tentative de meurtre à six reprises » ont été abandonnés par le procureur. Ce sont ces motifs qui sont pourtant la cause de l'incarcération des six antifascistes depuis dix mois.

Le premier témoignage décisif est apporté par l'oncle de Fatma ; c'est lui qui a été insulté par les dirigeants fascistes dans un restaurant et qui a contacté des gens qui se sont mobilisés pour protester contre la réunion des nazis dans leur quartier. Aucune décision sur les actions à mener n'a été réellement prise. Il s'agissait d'une réaction spontanée. Quand ils sont entrés dans le restaurant, ils n'étaient pas prêts à cette violence. Les fascistes leur ont balancé des chaises et ont sorti des armes. L'oncle est sorti et a entendu des coups de feu.

De même, trois des inculpés ont fait des déclarations pendant les audiences. Ils ont décrit ce qui s'est passé dans le café, en concordance avec le témoignage de l'oncle de Fatma, et ont fait des déclarations politiques en ce qui concerne la situation des étrangers en Allemagne. Abidin s'est revendiqué « de la résistance active contre le racisme et le fascisme et du droit des immigrés de se défendre ». Il a également précisé qu'il n'interviendrait pas sur les actions dans le restaurant, puisque, selon ses dires, il n'était pas présent sur les lieux. Fatma a déclaré : « *Moi et les autres sommes devant la cour de justice parce que nous sommes immigrés et antifascistes* ». Elle a pris la défense d'Antifa Genclik et l'a présenté comme étant une « forme d'auto-organisation légitime » et comme une « initiative d'immigrés ouverte, et agissant légalement face à la violence croissante de la droite et face à l'absence des droits des minorités, face à la discrimination et aux menaces journalières ».

**Soutien et solidarité nécessaires** — La solidarité internationale (courriers nombreux, actions...) vis-à-vis des six antifascistes, la présence de journalistes et d'observateurs étrangers à toutes les audiences, l'existence de collectifs de soutien tant à Berlin qu'en Europe... ont permis que le procès ne se déroule pas à huis-clos et que l'information circule au niveau international.

Puisque le procès va durer plusieurs mois, la pression exercée sur le gouvernement et la justice allemande ne peut que servir la cause des antifascistes inculpés, et doit donc être maintenue. C'est dans ce cadre que Solidarité Résistance antifasciste (SRA) et la Fédération anarchiste entendent continuer de relayer l'information et d'agir concrètement en organisant des journées d'actions (rassemblements, manifestations, occupations...) chaque 19 du mois, en France.

Vous pouvez également envoyer directement des messages de solidarité aux antifascistes, ainsi que des courriers de protestation en direction du gouvernement allemand.

Ayant une défense collective, les militants antifascistes ont besoin d'une aide financière, qui servira à couvrir les frais de justice, et d'une popularisation de leur affaire en direction de l'étranger (ce qui nous a permis, par exemple, de vous informer des derniers événements). ♦

**Pour les Relations internationales de la FA : BOUBOU, LAURENT et BERNARD (gr. Humeurs Noires - Lille) (Informations et traduction extraites d'Intérim n° 301 et 302 et du collectif antifasciste Prozessbüro, Berlin)**

(1) Actions, manifestations, rassemblements : en Allemagne : dans une vingtaine de villes ; aux Pays-Bas : Amsterdam et Rotterdam ; en Grande-Bretagne : Manchester et Newcastle ; en Norvège : Bergen et Tromsø ; en Finlande : Helsinki ; en Espagne : Barcelone et Valence ; France : Paris, Lyon, Rennes, Lille et Bourges (concert) ; en Autriche : Vienne ; en Suisse : Zurich ; en Pologne : Wrocław et aux États-Unis : Washington.

## Soutien antifasciste : mode d'emploi

Pour envoyer des messages de solidarité aux inculpés :  
— Fatma Balamir, BuchNr. : 950/93/B, JVA Frauen, Frederick-Ollbricht-Damm 17, 13627 Berlin ;  
— Mehmet Ramme, BuchNr. : 6436/3, UHA Moabit, Alt-Moabit 12 a, 10669 Berlin ;  
— Abidin Eraslan, BuchNr. : 5455/93, Seyho Karaaslan et Carlo Blietz même adresse que ci-dessus ;  
— Erkan Sönmez, Karl-Bonhoeffer-Nervenlinik, Oranienburgerstr. 285, 13437 Berlin.

Pour tout soutien financier : Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR, avec mention au dos : « Soutien Antifa ». Tél./fax : 20.47.62.65 ou SRA, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris (chèque à l'ordre de SRA, même mention au dos).

Pour en savoir plus auprès du collectif de soutien à Berlin : Koordination Prozessbüro, Dieffenbachstr. 33, 10967 Berlin. Tél./fax : 19.49/30.694. 93.54.

Exigez la libération en écrivant, faxant ou téléphonant à : Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne, 13, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : (16.1) 42.99.78.00. Fax : (16.1) 43.59.74.18.

## Taslina Nasreen : la vraie-fausse bataille de Pasqua

(suite de la « une »)

en danger. Le pays « des droits de l'homme » n'a-t-il pas ouvert ses portes aux dictateurs : Duvalier, Mobutu, Bokassa et consorts ? Cette indigne hospitalité était-elle sans danger pour la population qui vit en France ? Que cache la crainte apparente d'une visite prolongée de Taslima Nasreen ? Le cafouillage gouvernemental coïncide étrangement avec un séjour récent de représentants de la dictature religieuse soudanaise, qui, eux, pouvaient rester aussi longtemps qu'ils le souhaitent. Il est vrai que nous devons à cet exécrable régime la livraison de Carlos. La « sale affaire » Taslima Nasreen annonce des compromissions et des ambiguïtés, que le volte-face gouvernemental ne masque pas.

Les autorités proscrirent le port du voile à l'école ; dans cette démarche autoritaire, il s'agit de faire respecter la laïcité en éliminant de l'espace scolaire public ce qui est défini comme un signe de prosélytisme. Imaginons les réactions si l'interdit concernait la croix ou l'étoile de David, qui ne sont pas toujours très discrètes, et que dire encore de la Kippa ?! La loi se garde bien de souligner la particularité du voile, son caractère avilissant pour les femmes, contraintes à se couvrir pour ne pas révéler leurs attraits à des hommes trop faibles pour se contrôler. Les croyantes considèrent le hijab (1) comme une obligation et un moyen d'affirmer leur identité. Ce qui n'exclut pas l'existence de pressions, entre autres familiales. N'en est-il pas de même pour les autres religions ?

En France, l'écrivain bangladaise s'adresserait à tous, et en particulier

aux musulmanes, avec virulence et sans détour. Son message est sans équivoque : « *Dans une société moderne et civilisée, les livres religieux ne sont plus utiles. Ils n'ont toujours servi qu'à cimenter la domination de l'homme sur la femme... Il faut éradiquer l'intégrisme où qu'il soit et quel qu'il soit* » (2). Originaire d'un pays islamique, sa parole sera plus facilement recevable et accessible que nos discours d'Occidentaux, qui sont moins convaincants car étrangers à cette culture. Ses mots, sa douleur, sa colère pourraient ébranler les certitudes de certaines, et précipiter les doutes chez d'autres. Sa présence éveillerait la réflexion. Elle laisserait dans les esprits des interrogations, des remises en cause plus profondes que n'importe quel diktat auquel on se soumet. En France, Taslima Nasreen rencontrerait des femmes qui, comme elle, n'acceptent pas, au nom d'une religion quelle qu'elle soit, d'être toujours mineures. De jeunes Maghrébines ou Africaines revendiquent tous leurs droits. Comme elle, elles veulent aussi vivre leur féminité et ne pas être amputées de leurs désirs et de leurs sentiments. Leurs voix doivent être entendues et défendues. Quelques-unes, telle Taslima, sont athées et aspirent, comme nous, à un monde sans religion. ♦

AGNÈS PAVLOWSKY

(1) Hijab : dans la traduction littérale arabe signifie « faire cacher », « faire couvrir », « faire occulter ». Par extension, il définit tout tissu qui couvre la tête, à l'exception du tchador qui est à la limite des yeux.

(2) Extrait d'une interview au journal allemand *Der Spiegel*, traduit dans *Courrier International* n° 26, du 30 juin au 6 juillet 1994.

## NOUVELLES DU FRONT

### « AVIS DE RECHERCHE » : OPÉRATION « 576 SACS-POUBELLE »

« Avis de recherche » nous informe que 700 jeunes réfractaires sont incarcérés dans les prisons françaises pour insoumission au service militaire. « Avis de recherche » réclame la fin de l'incarcération des réfractaires à l'armée. Dans ce cadre, l'opération « 576 sacs-poubelle » a été lancée à l'adresse des 576 députés pour qu'ils jettent aux poubelles de l'histoire les textes de loi permettant cette incarcération. Pour en savoir plus, contactez : « Avis de recherche », BP 53, 75861 Paris cedex 18.

### LYON : APPEL A SOUTIEN POUR DAVID BLANCHARD

Refusant la double durée punitive de l'objection de conscience, David Blanchard a déserté en mai 1993, au bout de dix mois de service civil. Depuis 1985, ils sont près d'une cinquantaine, regroupés dans la coordination « On arrête tout », à s'être mis ainsi dans l'illégalité pour revendiquer l'égalité des temps de services civil et militaire.

Le 17 novembre prochain, David comparaitra devant le tribunal de grande instance de Dijon, où il risque une peine de prison ferme. David a donc un besoin de votre solidarité active. Pour obtenir des pétitions ou apporter un soutien financier, contactez le Comité de soutien à David Blanchard c/o librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon

**A LA PETITE SEMAINE**

**Journée mondiale des gogos**

Un premier ministre multimillionnaire est venu parler de la misère, à Paris, devant un parterre de gosses de riches et d'authentiques laissés-pour-compte anesthésiés, à l'occasion d'une Journée mondiale du refus de la misère qui aura vu les profiteurs continuer de profiter, les massacreurs continuer à massacrer, et cette fameuse misère continuer, si l'on ose dire, de prospérer.

Ce énième bavardage d'homme d'Etat, spectacle par ailleurs coûteux qui n'a en rien pour objectif d'atténuer le dénuement mais simplement d'entretenir la foi naïve des gogos, aura permis de rappeler que cinq millions de personnes vivent dans ce pays au-dessous du seuil dit de pauvreté. Chiffre énorme et qu'il convient, nous dit-on, de réduire au plus vite.

Puisque le cynisme de ce type de manifestation ne semble pas éveiller aux yeux de ces gogos autrement appelés électeurs, pourquoi ne pas le pousser plus loin encore en déclarant que la seule solution à ce problème est de décider de baisser le seuil de pauvreté ? ♦

FLORÉAL

21 - 26 NOVEMBRE : MOBILISATION CÉGÉTISTE

**Automne et syndicalisme**

Il y a quelques semaines, les héritiers du square Montholon (1) avaient décidé d'envoyer à un colloque organisé par une Union départementale de province un représentant accrédité du gouvernement... Protestations des CFDTistes auprès de la secrétaire générale, Michèle Notat, qui persista. Le partenariat ça se paye en actes ?

Il est donc bien loin le temps de l'après 68 où Edmond Maire parlait d'anarcho-syndicalisme. Il s'agissait alors de faire la nique à la CGT, des pieds de nez à FO, et surtout de passer une couche de vernis révolutionnaire sur une déconfectionnalisation hâtive. Depuis, le syndicalisme n'a plus besoin de militants, l'entreprise est le théâtre d'un partenariat où patrons et salariés œuvrent dans un même but.

S'il nous semble sans équivoque que la CFDT ne joue plus de rôle dans le champ social, quid de FO et de la CGT ? Les événements, les luttes les ont rapprochés souvent, mais en cette rentrée la centrale de Montreuil semble prendre l'initiative.

En effet, sous l'impulsion de son secrétaire général, Louis Viannet, la CGT invite, du 21 au 26 novembre, à une « grande semaine de mobilisation générale ».

Il paraîtrait que « les semaines prochaines vont être marquées par la montée de l'expression du mécontentement et l'exigence de réponses aux revendications les plus fortes ». Diable, la récente démission d'Alain Obadia du bureau confédéral donne à Viannet de nouveaux dons de voyance ! La mobilisation syndicale, certes, se prépare, mais peut-on prévoir les mouvements sociaux ? Un peu d'humilité ferait du bien au secrétaire général de la CGT. L'heure n'est plus aux slogans genre « à l'initiative de la seule CGT »... A moins que la myopie pré-présidentielle ne fasse déjà des ravages dans le syndicalisme. ♦

THIERRY (FA - Paris est)

(1) Entendez par là la direction de la CFDT qui trône maintenant à Belleville.

**Associations**

**BULLETIN FÉDÉRATION SSE-CNT**

Le numéro de rentrée 1994 (n° 5) du bulletin de la Fédération Social-Santé-Education est paru. Au sommaire : l'apartheid universitaire, les preuves des mensonges de Bayrou, féminisme et anarchie, des brèves et des rendez-vous.

Fédération SSE-CNT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

**PARIS : COLLOQUE PROUDHON**  
Les 4 et 5 novembre, un colloque intitulé : « L'Éducation : Proudhon, proudhonisme (XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles) » est organisé au Foyer international d'accueil de Paris Jean-Monnet, 30, rue Cabanis (M<sup>o</sup> Glacière), 75014 Paris.

Vendredi 4 novembre 9 h 30, ouverture ; 9 h 45, Georges Navet : « Aperçus sur le système éducatif à l'époque de Proudhon » ; 10 h 05, Bernard Voyenne : « Les

textes de Proudhon relatifs à l'éducation » ; 10 h 45, Pierre Ansart : « La philosophie proudhonienne de l'éducation » ; 11 h 45, déjeuner ; 14 h, Georges Navet : « L'espace public et l'atelier » ; 15 h, François Fichet : « Les femmes face à l'enseignement professionnel au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle » ; 16 h 15, Chantal Gaillard : « Proudhon professeur d'histoire ». Samedi 5 novembre 9 h, Jacques Bouché : « Stirner et Proudhon » ; 10 h 15, Jean-Paul Thomas : « Albert Thierry, pédagogue héritier de Proudhon » ; 11 h 15, Marcel David : « De l'instruction ouvrière à la formation des mouvements syndicaux » ; 14 h, Nathalie Brémand : « Le proudhonisme dans les conceptions pédagogiques libertaires » ; 15 h, Gaetano Manfredonia : « Le syndicalisme révolutionnaire et la question de l'enseignement : culture encyclopédique et culture ouvrière chez E. Berth » ; 16 h 15 : débat général.

**SAINT-ETIENNE**

**« Six heures contre Big Brother »**

LE SAMEDI 8 OCTOBRE, la salle Chapelon de Saint-Etienne a vécu pour la troisième fois (après les « Six heures contre la guerre », en 1990 et les « Six heures contre toutes les colonisations », en 1992) au rythme des « Six heures contre Big Brother », du groupe Makhno de la FA (quatre groupes musicaux, entrecoupés d'un meeting). Mais ce samedi, il faut l'avouer, l'ambiance était beaucoup moins explosive et revendicatrice. Du côté de l'organisation d'abord, nous avions dû subir divers problèmes d'ordre technico-politique : revirement de situation en ce qui concerne la location de la salle ; pression d'un élu municipal auprès des responsables de l'Amicale Chapelon... Du côté du public, le meeting animé par un camarade de la FA de Lyon n'a pas rencontré un franc succès et soulevé l'enthousiasme des 160 participants.

En ce qui concerne la loi sécurité elle-même, il n'y a rien de bien nouveau, et c'est ce qui est inquiétant. Par exemple, à Paris, il y a déjà des caméras chargées de la surveillance de la circulation et ces mêmes caméras ont toujours fonctionné et servi le jour des manifestations (1) ; la conservation et l'utilisation des images avaient déjà cours ; la fouille des véhicules avant et autour d'une manifestation était courante... Alors pourquoi ce besoin de renforcer, de légaliser et de rendre publique ces mesures ?

Serait-on en train de passer de la répression subtile et incolore en vigueur dans les démocraties à une répression plus brutale, et en tout cas plus voyante, de rigueur sous

d'autres régimes ? Et ce comme pourrait l'exiger une situation économique et sociale allant en empirant.

Pour ce qui est de l'adoption de cette loi, on peut dire que le gouvernement a enfoncé des portes ouvertes. Les parlementaires de gauche, sans grand enthousiasme, ont voté contre cette loi, ce qui ne l'a

**« Assurément, nous ne sommes pas en mesure de contrer seuls l'Etat... »**

pas empêchée d'être adoptée. L'Humanité du 3 octobre 1994, évoquant la rentrée parlementaire, parle de l'examen de « quelques » projets de loi dont celui sur la sécurité. Les anarchistes furent les seuls à informer et à agir, et jusqu'à aujourd'hui (cf. ML n° 970 sur le rassemblement de Paris), ce ne fut pas probant. Assurément, nous ne sommes pas en mesure de contrer seuls l'Etat, et très difficilement en mesure d'être moteur et à l'origine d'un large mouvement de contestation (personne ne nous a suivis pour

contrer Big Brother). Sommes-nous trop faibles ou faisons-nous trop peur aux autres forces politiques ?

La loi sécurité n'est que la partie visible de l'iceberg. Fin 1993, a été définitivement adoptée la loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle dans laquelle apparaît une nouvelle notion qui établit une différence entre la notion de temps de travail effectif et celle de temps de présence. Mieux calculer ce temps de travail effectif exige de la part de « nos » maîtres un contrôle accru. Par exemple, pourquoi ne pas installer la pointeuse directement dans l'atelier ou sur la machine. En voilà du contrôle social !

La loi permet désormais des semaines de 44 heures, adaptées au besoin de la production (le *just in time*), bien entendu sans paiement d'heures supplémentaires et sans paiement du chômage technique, c'est le temps partiel annualisé. Le patron réparera, comme il le voudra, un quota d'heures de travail à effectuer durant l'année. Finalement, il gèrera complètement notre vie. Nous ne serons plus libres (nous ne le sommes déjà pas beaucoup !) de décider de nos temps de loisirs, de notre vie de famille... En revoilà du contrôle social !

Prenons la rue, prenons nos usines, reprenons notre vie. ♦

YANN KARIM (gr. Makhno - Saint-Etienne)

(1) Daniel Moreau, secrétaire national de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), lors de l'émission « Zone interdite » sur M6, le dimanche 9 octobre 1994.

**La Ligue Justice et Prison et Radio Libertaire présentent**  
**Serge Livrozet et Roland Agret**  
**Samedi 5 novembre - 20 h 30**  
**dimanche 6 novembre - 15 h 30**  
**au théâtre Clavel,**  
**3, rue Clavel (M<sup>o</sup> Pyrénées, 75019 Paris**  
**Entrée : 40 et 60 F (réservations au : 43.84.70.04.)**

**MONTPELLIER**

**Lois Pasqua : les anars dans la rue**

A Montpellier, après 15 jours de sensibilisation et d'explication, les libertaires appellent à manifester. Récit d'une mobilisation réussie.

Le samedi 15 octobre, entre 150 et 200 personnes ont manifesté à l'appel du groupe FA de Montpellier contre les lois Pasqua. Cette manifestation est le résultat d'une campagne de sensibilisation de quinze jours. Affiches, tracts et tables de presse ont permis d'alerter la population sur les dérives sécuritaires de la future législation. Lors de la conférence-débat du 13 octobre, deux juristes ont mis l'accent sur la multiplication des espaces de non-droit en France : centres de rétention judiciaires (CRJ) en matière d'immigration et atteinte à la vie privée par la vidéo-surveillance et la fouille des véhicules pendant les manifestations. La création d'un CRJ à Aniane, à 30 kilomètres de

Montpellier, concrétise la volonté gouvernementale de normalisation sociale. Face à cette situation, notre débat s'est enrichi grâce à la participation du collectif contre le CRJ d'Aniane et de nombreuses personnes présentes. A la suite de cette conférence, la manifestation du samedi a pu élargir son audience bien au-delà des simples sympathisants libertaires. Elle a pourtant commencé sur un mode vraiment anti-autoritaire où chacun a eu la possibilité de s'exprimer. Un cordon symbolique montrait l'absurdité des frontières et coupait en deux la place de la Comédie, en plein centre de Montpellier. Par ailleurs, nous avons lancé un appel à soutien à un membre de l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (ASTI), inculpé de « diffamation vis-à-vis de la police nationale », pour un tract contre l'ouverture d'un CRJ à

Orléans. Ce tract faisait le parallèle avec la chasse aux Juifs et aux Tziganes pendant l'occupation. Le cortège a ensuite parcouru le cœur de la ville sous les seuls drapeaux et banderoles anarchistes, aux cris de « Etat raciste, justice complice ! » ; « Abrogation des lois Pasqua ! » ; « Avec ou sans papiers, ras-le-bol d'être fliqué ! ».

A signaler que des SDF et des immigrés se sont, eux aussi, exprimés et se sont joints à la lutte. Démonstration est faite qu'il est désormais possible d'impulser une résistance sur des bases uniquement libertaires. C'est en développant de telles pratiques qu'on peut espérer transformer les inévitables mouvements de révolte en véritable opposition sociale révolutionnaire. Nous nous y employons. ♦

GRUPE DE MONTPELLIER

SIDA, UN MORT TOUTES LES 30 SECONDES

# Cleews Vellay

Cleews est mort du sida le mardi 18 octobre 1994. Il avait 30 ans. Il avait été l'un des premiers à rejoindre Act-Up-Paris, en 1989 ; l'un des premiers à manifester devant le ministère de la Santé avec cette pancarte : « Silence = mort ». Tout restait à faire, à inventer ; la lutte contre le sida n'avait encore jamais été envisagée comme un combat politique. Au sein d'Act-Up, Cleews choisira de se battre plus spécifiquement pour les « minorités des minorités » : toxicos, taulards, frappés très durement — et dans l'indifférence quasi générale — par le sida.



En 1992, il devient le président d'Act-Up. « Madame la Présidente », comme il aimait dire, va avoir la lourde tâche de diriger ce mouvement hystérique et turbulent, perturbateur de l'ordre établi, indispensable, vital en cette fin de siècle léthargique. Il le fera avec générosité, avec cette rage énorme secouant tout, remuant tout, infatigablement, jusqu'à ce qu'il laisse la place, en septembre 1994, à Christophe Mariet. « Je ne veux pas devenir une star », disait-il.

Cleews, c'était ce mélange étonnant de force et d'énergie, de fragilité et de douceur. Tendre et drôle, attentif à ses amis, il gardait toute sa haine intacte contre ceux qui, quelque part, étaient les vrais responsables de sa maladie.

Multiplicant les armes dans cette guerre, il choisira Radio Libertaire pour y animer, avec Act-Up, une émission mensuelle : « Le Rose et le noir ».

Aujourd'hui, le ministre de la Santé dit : « J'avais beaucoup de respect pour Cleews Vellay ». Mais Cleews, comme Act-Up, n'en a jamais rien eu à foutre du respect de ces dirigeants ! On le connaît trop bien leur respect ! Garetta aussi respectait les hémophiles en les faisant crever avec du sang contaminé ! Et comment peut-on parler encore de respect lorsqu'on a laissé faire ça, sans rien dire, dans un silence peureux, complice et criminel ? « Certains d'entre nous n'auront bientôt plus que la haine en eux », disait Cleews...

En 1991, Act-Up perturbe une grand-messe à Notre-Dame pour dénoncer les propos aberrants du Pape. Sur Radio Libertaire, Cleews racontait en riant : « Le plus dur a été d'assister à la messe ! », puis, redevenant sérieux : « Il y a un fidèle qui a essayé de m'étouffer pour me faire taire... ».

Mais personne n'a jamais réussi à faire taire Cleews, et personne n'a jamais pu étouffer cette rage, ce désespoir et cette envie de vivre. Seul le sida a pu commettre cet outrage. Silence = mort. Ce n'est pas pour autant que nous allons laisser le silence s'installer.

A Philippe Labbey, son compagnon, aux actupiens et actupiennes, ces derniers mots : je crois que Cleews faisait partie de ces êtres rares qui ne disparaissent jamais vraiment ; il nous reste sa force et sa colère pour continuer à se battre contre cette terrible maladie, et contre d'autres ennemis tout aussi terribles : la bêtise, l'indifférence et l'ineptie d'une société malade de ses politiques pourris.

Le mercredi 26 octobre, à 9 h, tous ceux qui aimaient Cleews se sont retrouvés au Centre Gai et Lesbien, 3, rue Keller, dans le 11<sup>e</sup>. ♦

YTAK

N.B. Act-Up, BP 12, 75462 Paris cedex 10. Tél. : 42.01.11.47. Minitel : 3615 ACTUP. Réunion hebdomadaire : le mardi, à partir de 19 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonnes, 75011 Paris. « Le Rose et le noir », un samedi par mois, de 22 h à 24 h, sur Radio Libertaire (89.4).

## APHASIE

# « Les Mots perdus »

de Marcel Simard

Le film de Marcel Simard, *Les Mots perdus*, écrit et interprété par des aphasiques, passe actuellement à l'Entrepôt. A part la séance de 20 h, le réalisateur — venu spécialement du Québec — et les associations d'aphasiques, organisent des rencontres-débats qui peuvent se prolonger autour d'un verre au café-restaurant de l'Entrepôt.

Voici deux des quatre entretiens recueillis à cette occasion (les autres

suivront au prochain numéro) — en forme de cadavre exquis puisque tel est le principe du film.

• **L'orthophoniste Caroline François** : Marcel Simard m'a contactée en 1989. L'association québécoise des personnes aphasiques lui avait suggéré de faire un film sur l'aphasie pour sensibiliser et informer le public. Et puis plus rien. J'ai cru que le projet était tombé à

## Ciné sélection

# « Fraise et chocolat » de Tomas Gutierrez Alea et Juan Carlos Tabio

LA RÉVOLUTION, disait Rosa Luxembourgeois, est un coup de poing du prolétariat qui ébranlera notre vieux système. C'est ce que la révolution cubaine avait réussi : flanquer une baffe retentissante à l'impérialisme américain et à Kennedy. Nous aimions le Che, cette horde de barbus montée à cheval (barbus pas encore synonymes d'intégrisme), nous étions séduites par la beauté du Che, son charisme, sa vie très libertine et toujours en marche. Nous étions bouleversés par sa mort, peut-être la première mort d'un révolutionnaire médiatisée et photographiée comme on filmerait une pub pour démentir l'effondrement du cours des havanes. En somme, un idéal viril dont le système capillaire était la preuve irréfutable.

Fidel Castro qui plane, invisible, au-dessus de l'idylle toujours différée de *Fraise et chocolat*, détiend, nous le savons, le triste privilège d'avoir instauré le premier (dans le camp socialiste) des camps de rééducation pour homosexuels. Fait qui avait été

dénoncé, en particulier, par Nestor Almendros, dans son documentaire *Conducta impropia* (1984). Le film *Fraise et chocolat* se passe à La Havane, marquée par les restrictions et les interdits. L'itinéraire croisé de Diego (Jorge Perrugoria), artiste et homosexuel, et de David (Vladimir Cruz), militant castriste, fraîchement arrivé à la capitale, n'est pas réduit à l'opposition entre un homme libre de son corps et dans sa tête et un puceau, arrivé de sa cambrousse, qu'il va falloir déniaiser. Les quiproquos révélant ces antagonismes nous font rire, mais jamais au détriment des personnages. Pour qu'une comédie soit réussie, il faut un troisième personnage. C'est Nancy (Mirta Ibarra), la voisine de Diego, les esprits vaudou, la vierge et le bon sens cubain, elle met toutes les divinités dans son sac. Quand rien ne marche, elle se suicide... sans succès. Sans succès comme tous ses philtres qui restent inefficaces pour ramener Diego dans le droit chemin, son lit en l'occurrence. Elle réalise toutes sortes

de trucs, et nous promène dans cette somptueuse ville qu'est La Havane. Cette liberté de la caméra, la candeur des caractères et de leurs conversations font la réussite du film. Il parle avec sérieux de choses graves et nous fait rire tout le temps sur les quiproquos qu'il engendre. Chant d'amour et chant de cygne à Cuba, à La Havane en particulier, ville qui s'effrite comme l'utopie d'un monde meilleur. On la quitte avec une puceau, arrivé de sa cambrousse, qu'il va falloir déniaiser. Les quiproquos révélant ces antagonismes nous font rire, mais jamais au détriment des personnages. Pour qu'une comédie soit réussie, il faut un troisième personnage. C'est Nancy (Mirta Ibarra), la voisine de Diego, les esprits vaudou, la vierge et le bon sens cubain, elle met toutes les divinités dans son sac. Quand rien ne marche, elle se suicide... sans succès. Sans succès comme tous ses philtres qui restent inefficaces pour ramener Diego dans le droit chemin, son lit en l'occurrence. Elle réalise toutes sortes

de trucs, et nous promène dans cette somptueuse ville qu'est La Havane. Cette liberté de la caméra, la candeur des caractères et de leurs conversations font la réussite du film. Il parle avec sérieux de choses graves et nous fait rire tout le temps sur les quiproquos qu'il engendre. Chant d'amour et chant de cygne à Cuba, à La Havane en particulier, ville qui s'effrite comme l'utopie d'un monde meilleur. On la quitte avec une puceau, arrivé de sa cambrousse, qu'il va falloir déniaiser. Les quiproquos révélant ces antagonismes nous font rire, mais jamais au détriment des personnages. Pour qu'une comédie soit réussie, il faut un troisième personnage. C'est Nancy (Mirta Ibarra), la voisine de Diego, les esprits vaudou, la vierge et le bon sens cubain, elle met toutes les divinités dans son sac. Quand rien ne marche, elle se suicide... sans succès. Sans succès comme tous ses philtres qui restent inefficaces pour ramener Diego dans le droit chemin, son lit en l'occurrence. Elle réalise toutes sortes

HEIKE HURST

l'eau, mais trois ans après, il m'a appelée : il avait réussi à monter la production et le tournage pouvait démarrer.

Marcel Simard a décidé de faire une fiction créée et jouée par les aphasiques. Il a ainsi organisé des ateliers d'écriture qui travaillaient sous sa direction.

**Le Monde libertaire** : Y avez-vous participé ?

Caroline François : Non, je n'ai pas participé à l'atelier d'écriture proprement dit : il était réservé aux personnes aphasiques, qui ont ainsi élaboré le scénario.

J'ai collaboré à la préparation du film et j'ai été filmée lors des séances d'orthophonie et de rééducation qui y sont incluses.

**Le Monde libertaire** : Comment est-on atteint par l'aphasie ?

Caroline François : Elle survient fréquemment à la suite d'un accident vasculaire cérébral, mais peut être également provoquée par un traumatisme crânien consécutif, par exemple à un accident de voiture. C'est alors la perte totale ou partielle de la faculté de communiquer par oral ou par écrit.

**Le Monde Libertaire** : Quels sont les principaux problèmes rencontrés par les aphasiques ?

Caroline François : L'aphasie est un phénomène mal connu. L'ignorance engendre des réactions de rejet, qui sont très durement ressenties par l'aphasique. Il a l'impression d'évoluer dans un milieu hostile, alors qu'il aurait besoin d'être sécurisé. L'aphasique doit tout réapprendre, et entre-

prendre un énorme effort de communication ; en retour, il se heurte souvent à l'impatience, à l'incompréhension, lorsqu'il cherche à communiquer. Il peut être alors tenté de se replier, de rentrer dans sa coquille, ce qui est évidemment préjudiciable à la rééducation.

**Le Monde libertaire** : Le tournage du film a-t-il eu un effet sur la rééducation ?

Caroline François : Oui, le film a eu des résultats très positifs.

J'ai pu moi-même constater que les participants aux ateliers d'écriture ont fait des progrès plus rapides dans la rééducation.

**Le Monde libertaire** : L'expérience va-t-elle se renouveler ?

Caroline François : Et bien au Québec, par exemple, il vient de se créer une troupe théâtrale d'aphasiques. Quant à moi, mon objectif immédiat est de diffuser le film le mieux possible afin d'informer le public, et d'organiser des rencontres avec les aphasiques.

• **Le distributeur Jacques Atalante** : Le film a été spécialement difficile à sortir. Il a été achevé il y a un an.

Nous nous sommes heurtés au problème que rencontrent les aphasiques : le manque d'information. C'est un sujet mal connu. Moi-même, comme beaucoup de gens, j'ignorais à peu près tout de l'aphasie. J'ai reçu un choc en voyant le film de Marcel Simard. C'est un film porteur d'espoir, tonique, mais la situation qu'il révèle est bouleversante.

L'isolement qui entoure les aphasiques, la rupture des biens sociaux, les enfoncent d'avantage. Ils auraient besoin de petits efforts de patience, de compréhension, mais faute d'information, les gens ne savent que rarement le faire. Alors l'aphasique se renferme et risque de devenir un exclu. ♦

Interview réalisée par MICHÈLE ROLLIN

(suite au prochain numéro)

## « Les Mots perdus » (quatre sketches en forme de cadavre exquis sur l'aphasie)

Le film de Marcel Simard, écrit en collaboration avec des aphasiques qui jouent leur propre rôle, sort, enfin, en France un an après son achèvement.

Les réalisateurs et les associations d'aphasiques souhaitent rompre l'isolement et l'incompréhension qui entourent cette maladie mal connue.

Du mercredi au samedi : séance à 18 h, sans débat. Des rencontres quotidiennes se déroulent à l'Entrepôt (7-9, rue Francis de Pressensé [métro Pernety], 75014 Paris), depuis le 19 octobre :

— du mercredi au samedi, à la séance de 20 h, avec le réalisateur et des associations d'aphasiques ;  
— le dimanche, après la séance de 18 h.

# La ville et le municipalisme libertaire

**L**ES MOMENTS de résistance, les flots de contre-culture, les noyaux d'opposition existentielle et politique qui essaient de créer des espaces de liberté et d'autogestion sont, actuellement, de petits trous dans une toile d'araignée, en s'avérant incapables de tisser de solides réseaux. Les expériences surgies dans les années 80, qui ont fait de la marginalité une vertu à cultiver, autant que celles qui sont tombées dans les bras des écolo-capitalistes, se sont retrouvées incapables de créer un espace politique qui, tout en gardant un point de vue axé sur « ici et maintenant », ne renonce pas au rôle de catalyseur d'une transformation sociale de plus large ampleur.

La vie sociale, collective et individuelle, imposée par le capitalisme, nous prive d'importantes et multiples relations sociales entrecroisées, niant, par là-même, toute autre forme d'agrégation solidaire ou communautaire.

Ceux qui travaillent à une reconstruction radicale d'une société de forme rationnelle, écologique et communautaire, sont dans la nécessité de recentrer leur discours sur la communauté, sur le monde vital, centre fondamental de reproduction de la vie sociale. La crise écologique, le racisme, le nouveau prohibitionnisme, la domination patriarcale et sexiste, l'autoritarisme, le militarisme, les nouvelles sciences et techniques, la crise de la ville... contiennent un faible contenu de classe : l'usine comme lieu principal du conflit social se meurt, ce dont nous ne pouvons pas nous plaindre parce que l'usine n'a jamais été le lieu de la révolution de la réalité, et encore moins un lieu où régnait la liberté (au contraire, c'était le règne

du besoin et de la survie). Mais il est incontestable que la cité aussi est en train de mourir, et cela peut être une perte immensément plus grave. La cité semble être un point de convergence d'une pratique politique qui s'oppose, en la destructurant, à la politique comme exercice de domination.

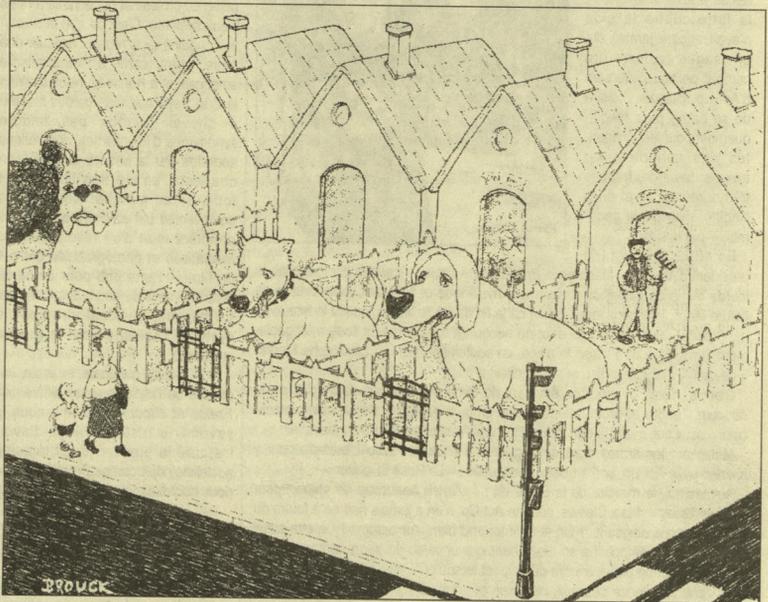
**La crise de la cité** — Si l'urbanisation et la restructuration urbaine tendent à éliminer la vie de la cité jusqu'au point où celle-ci perd le potentiel et la possibilité de retrouver son identité, sa culture et ses espaces associatifs conscients, les bases d'une quelconque idée de changement se transformeront en une abstraction pure. Les places des villes, lieux par excellence de

## La ville dans un environnement social

rencontres et d'échanges, sont aujourd'hui réduites au rang de parking pour voitures ou, plus noblement, de vitrines pour les touristes. La polis est en train de se faire phagocytter par la métropole.

La fin de la ville peut peut-être coïncider avec la fin de la possibilité de la liberté. Nous devons avoir le courage intellectuel, politique et pratique d'opposer à la métropole homogénéisante, autoritaire et centralisée, ainsi qu'à l'économie de marché — privée et étatique — la ville où se reproduisent des structures multifformes, différenciées et décentralisées. Il faut incorporer deux niveaux complémentaires : celui de la résistance à la destruction de la ville et la communauté, des quartiers et des villages qui en font partie ; et celui de la reconstruction d'un espace public communaliste qui revalorise la fonction de la ville contre sa version urbanistique et économique.

La ville doit s'établir dans un environnement social créatif d'une institutionnalité alternative et antagonique. Les personnes se sentent plus vivantes en se dépouillant de leurs comportements industriels et productifs, valorisant l'activité communautaire spontanée, et par là-même, l'activité publique qui crée et invente continuellement des contre-cultures et des contre-institutions propres à la communauté ; contre-propositions au centralisme étatique qui s'étendent au-delà du banal et, dit plus brutalement, amènent une socialité du ghetto urbain. C'est dans l'espace communautaire de la ville et sur la base d'un projet d'écologie sociale que peuvent se réaliser des alliances, des unifications dialectiques et des



confrontations entre les sujets sociaux non homogènes et différenciés, depuis une large perspective qui ne soit pas faite de résistance à la destruction de la vie civique et urbaine, mais plutôt de mutation radicale des structures de la vie active.

Reconnaître le côté transitoire du capitalisme, de ses institutions et de ses produits, non pas comme un fait objectif, mais plutôt comme la condition selon laquelle il est possible que

## Une culture politique est une culture partagée

la vie sur la planète disparaisse, nous montre la ville comme un point de focalisation de l'utopie. Parce que la bataille peut se gagner aussi, surtout ici, dans la capacité à redonner à la ville une dimension humaine, ouverte, en symbiose avec la campagne, respectueuse des différences, capable de favoriser participation et liberté, sur la base de l'égalité économique et pas seulement de façon abstraite ou civique.

Une communauté qui sache créer une sphère publique qui porte en elle les facultés de décision, ne peut se réaliser sans que se consolide un humus culturel à nette tendance libertaire : la logique de la coopération, de l'échange égalitaire et de la socialité non marchandisées qui se substitue à celle du bénéfice.

Il n'est pas difficile d'imaginer

qu'une assemblée de village ou de quartier décide librement de lancer une attaque contre des travailleurs étrangers ou la réduction des coûts des aides aux marginaux. Etre libre n'implique pas nécessairement de se conduire en libertaires. Sans une large transformation culturelle, on réduit la construction d'une société libertaire à une question purement formelle. Il ne faut pas seulement construire une nouvelle politique, mais une nouvelle éthique ; et en vérité, l'une sans l'autre sont politiquement insignifiantes. Si l'on sépare l'un de ces principes des autres, l'ensemble devient morcelé et l'on pourrait en avoir une version réactionnaire (xénophobie, anticolonialisme...). La politique qui fleurit aujourd'hui sous le capitalisme tend facilement vers diverses formes de xénophobie, de racisme, de sexisme et alimente un « amour du localisme » avec des ramifications mystiques qui froilent le provincialisme et la mesquinerie. Une culture politique est une culture partagée ; plus riche si elle intègre des cultures distinctes régies par une éthique de la complémentarité, de la mutualité, de la cohabitation et de la reconnaissance réciproque.

Une authentique citoyenneté se fonde sur une culture politique vivante, sur une formation du caractère, une éthique et une rationalité qui puissent être poursuivies notamment grâce à une interaction profonde entre individus et communauté ; et en partant d'une concep-

tion de la politique comme véhicule pour acquérir des connaissances grâce à la discussion de la chose publique. L'unique sorte de propagande radicale qui ait du sens et de l'efficacité, depuis le point de vue municipaliste libertaire, c'est la relation interpersonnelle, les intenses relations communautaires poursuivies par l'immédiate discussion locale. ♦

Traduit de  
Ekintza Zuzena n° 15  
d'après A Rivista Anarchica

## SOMMAIRE

Page 1 : La République bourgeoise malade de ses ministres, 9, rue Saint-Sauveur : un genou à terre pour les spéculateurs (suite p. 3), Taslima Nasreen : la vraie-fausse bataille de Pasqua (suite p. 5).  
Page 2 : Au-delà des revendications de pouvoir d'achat...  
Page 3 : 9, rue Saint-Sauveur : un genou à terre pour les spéculateurs (suite de la « une »), « Ici, on n'ole les Algériens », Rendez-vous, « Le Quotidien » a sombré.  
Page 4 : Une nouvelle guerre du Golfe aura-t-elle lieu ?  
Page 5 : Le procès de six antifascistes berlinois, Taslima Nasreen : la vraie-fausse bataille de Pasqua (suite de la « une »), Nouvelles du front.  
Page 6 : A la petite semaine : Journée mondiale des gogos, Automne et syndicalisme, Associations, « Six heures contre Big Brother », Lois Pasqua : les anars dans la rue.  
Page 7 : Clewys Vellay, Ciné sélection : « Fraise et chocolat », « Les Mots perdus ».  
Page 8 : La ville et le municipalisme libertaire.

### PARIS EXPOSITION VENTE DE SOUTIEN POUR LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Anne Pontet, François Bhavsar, Reinaldo, Valérie Tenéze, Laurent Zunino, Bernard Thomas-Roudeix, Julien Blaine, André Robèr, Gabriel Szezan, André Bernard, Daniel Livartowski, Geneviève Beauzée, Denis Pouppeville, Jean Dassonval, Nicole Crestou, Serge Kleirving, Chari Goyeneche, Didier Chenu.

Librairie du Monde Libertaire  
145, rue Amelot (M<sup>o</sup> Oberkampf)  
75011 Paris